

mardi 10 janvier 2017



## Baisse drastique du financement régional Ile-de-France au logement social

Les élus du groupe Front de gauche de la Région Île-de-France se lèvent contre la baisse drastique du financement régional au logement social, annoncée il y a quelques jours par Valérie Pécresse et prévue au budget 2017

*Voilà, lorsque la droite est de retour aux affaires publiques comment sont traitées les questions qui intéressent les gens en souffrance.*

# **Pécresse,** [ Présidente LR de la région IDF ] veut amplifier la crise du logement en Ile-de-France !

En plein trêve hivernale, dans le budget régional de 2017, Valérie Pécresse annonce la fin des subventions à la construction de logement social à Paris et en petite couronne soit une coupe de près de 40 millions d'euros.

Après avoir coupé le financement régional aux communes qui respectent la loi en construisant du logement social, la droite régionale se défait en expliquant faussement que le logement n'est que de la compétence de la métropole du Grand Paris.

Cette mauvaise fable est toute bonnement irresponsable !

1 million de Francilien-ne-s sont mal logé-e-s. Plus de 600 000 demandent et attendent un logement social, et 70% sont éligibles au logement social de par leurs revenus. 40 000 SDF se trouvent à Paris et leur nombre croît. L'urgence est là et la Région doit et peut agir.

Pour Céline Malaisé, présidente de groupe : « Si la décision de Valérie Pécresse était confirmée, ce serait un désastre pour notre Région.

Cela aggraverait la crise du logement. Ce serait un frein réel à la construction de logements sociaux ; cela entraînerait une hausse du prix de l'immobilier mais aussi un ralentissement de l'activité économique dans le bâtiment avec des conséquences négatives pour l'emploi. »

Taylan Coskun précise : « Le groupe Front de gauche présentera des amendements pour rétablir les 40 millions manquants. Aux côtés des collectivités, des associations et des habitants, nous nous opposons à tout recul du logement social dans notre Région. »

Notre bataille sur l'OPIEVOY dans l'Essonne, menée avec les élus communistes et Front de Gauche, les locataires concernés afin de maintenir et préserver le patrimoine social dans le giron du Service public s'inscrit dans ce contexte de casse orchestré par la droite locale et régionale.

La défense et l'élargissement du Service public du logement est soutenue par J.L Mélenchon pour la présidentielle, et est au cœur des propositions des candidats de rassemblement aux législatives de 2017 de " La France en commun ".



Val d'Yerres  
06 99 22 93 00